



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C)

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX

**Travaux de rénovation et de requalification de
voirie pour la CCPC**

Date et heure limites de réception des offres :

Jeudi 28 août 2025 à 12h00

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

REGLEMENT DE LA CONSULTATION	2
ARTICLE 1 — OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 1.1 : OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 1.2 : ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	5
ARTICLE 1.3 : DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	5
ARTICLE 1.3.1 : ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 1.3.2 : TRANCHES	5
ARTICLE 1.3.3 : PHASES	5
ARTICLE 1.3.4 : FORME JURIDIQUE ET GROUPEMENT D'ENTREPRISES	5
ARTICLE 1.3.5 : SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 2 — CONDITIONS DE LA CONSULTATION	7
ARTICLE 2.1 : DUREE - DELAIS D'EXECUTION	7
ARTICLE 2.2 : VARIANTES	7
ARTICLE 2.2.1 : VARIANTES A L'INITIATIVE DES CANDIDATS	7
ARTICLE 2.2.2 : VARIANTES IMPOSEES PAR L'ACHETEUR PUBLIC (PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES ET SOLUTIONS ALTERNATIVES)	7
ARTICLE 2.3 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	7
ARTICLE 2.4 : MODE DE REGLEMENT ET MODALITES DE FINANCEMENT	7
ARTICLE 3 — CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	7
ARTICLE 4 — PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
ARTICLE 4.1 : PRESENTATION DES CANDIDATURES	9
ARTICLE 4.1.1 : PIECES DE LA CANDIDATURE A FOURNIR	9
ARTICLE 4.1.2 : PRESENTATION DE LA CANDIDATURE EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS, DE SOUS-TRAITANCE ET/OU DE RECOURS AUX CAPACITES D'AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES	10
ARTICLE 4.1.3 : MANQUES OU INCOMPLETUDES DES DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE	11
ARTICLE 4.2 : ÉLÉMENTS DE L'OFFRE A FOURNIR	12
ARTICLE 5 — EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	13
ARTICLE 5.1 : NEGOCIATION	13
ARTICLE 5.2 : EXAMEN DES CANDIDATURES	14
ARTICLE 5.3 : RECEVABILITE DES OFFRES	15
ARTICLE 5.3.1 : MANQUE DE DOCUMENTS OU D'INFORMATIONS RELATIFS A L'OFFRE DU SOUMISSIONNAIRE	15
ARTICLE 5.3.2 : MECANISME DES OFFRES DETECTEES ANORMALEMENT BASSES	15
ARTICLE 5.3.3 : DEMANDES DE PRECISIONS	15
ARTICLE 5.4 : METHODE GENERALE DE JUGEMENT DES OFFRES	15
ARTICLE 5.5 : DEFINITION DES CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	16
ARTICLE 5.5.1 : CRITERE N°1 – VALEUR TECHNIQUE	16
50 POINTS	17
ARTICLE 5.5.2 : CRITERE N°2 – PRIX DES PRESTATIONS	17
ARTICLE 6 — ACHEVEMENT DE LA CONSULTATION	18
ARTICLE 6.1 : DOCUMENTS A TRANSMETTRE PAR L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ	18
ARTICLE 6.2 : SIGNATURE ELECTRONIQUE DU MARCHÉ PAR L'ATTRIBUTAIRE	19

ARTICLE 6.3 : DELAI IMPARTI	20
-----------------------------	----

ARTICLE 7 — CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS – OBLIGATION DE DEMATERIALISATION	20
---	-----------

ARTICLE 7.1 : DEMATERIALISATION ET TRANSMISSION ELECTRONIQUE – MODALITES DE TRANSMISSION DES DOCUMENTS	20
--	----

ARTICLE 7.2 : DEMATERIALISATION ET TRANSMISSION ELECTRONIQUE – COPIE DE SAUVEGARDE	21
--	----

ARTICLE 8 — RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	21
---	-----------

ARTICLE 8.1 : DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	21
---	----

ARTICLE 8.2 : VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	22
---	----

ARTICLE 8.3 : ASSISTANCE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
--------------------------	-----------------------------

ARTICLE 9 — ÉCHANGES PENDANT LA PASSATION DU MARCHÉ	22
--	-----------

ARTICLE 10 — OBLIGATION DE REPRISE DU PERSONNEL	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
--	-----------------------------

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1 – Objet et étendue de la consultation

Article 1.1 : Objet de la consultation

Cette opération concerne des travaux de rénovation et de requalification de voirie pour les besoins de la Communauté de Communes de Petite Camargue (CCPC).

La CCPC fera appel à cet accord cadre pour des chantiers nécessitant la mobilisation de moyens humains et matériels importants (raboteuse, finisher, compacteurs adaptés à des chantiers routiers, flotte de véhicules de type PL ...) et faisant appel à une haute technicité que ce soit dans la préparation du chantier (levé topographique, essais de plaques, mesures de déflexion, dimensionnement de chaussée, plan d'exécution, DESC, forte coordination avec les concessionnaires réseaux, intégration du GC pour les enfouissements réseaux secs SMEG) ainsi que dans la mise en œuvre de divers procédés (réutilisation des matériaux en place ; traitement de plateforme à la chaux ; pontage de fissures ; réalisation de différents enrobés : EME, BBM, BTM, BBTM, enrobé acoustique, BBUM, BBD_r, BBSG à hautes performances ; mise en œuvre de glissières de tous types adaptées aux règles en vigueur).

Les chantiers de réparation et d'entretien de faible importance et de technicité courante exécutés dans les travaux publics et plus spécifiquement relevant du secteur de la voirie (création d'îlots de stationnement, traitement de chemins en bicouche, petits aménagements dans le cadre du plan d'accessibilité de la voirie PAVE), et ne nécessitant pas la mobilisation de moyens humains et matériels utilisés pour des projets routiers d'envergure (raboteuse, finisher, compacteurs adaptés à des superficies importantes...), sont exclus de l'objet de cet accord-cadre.

Les travaux comprennent notamment (liste non exhaustive) :

- Installation de chantier ;
- Balisage, mise en place de panneaux d'information, signalisation de chantier ;
- Démolition, rabotage, terrassement, déblais, remblais ;
- Confection de regards et ouvrages hydrauliques ponctuels ;
- Fourniture et pose de bordures de tous types ;
- Mise en place de fourreaux de réservation et de chambres de tirage ;
- Déplacement d'ouvrages et maçonneries diverses ;
- Requalification complète de voirie (création de trottoirs, intégration de pistes cyclables...) ;
- Mise en œuvre de revêtements divers (BBSG, BTM de type acoustique, EME...)
- Mise en place de mobiliers urbains ;

Lieu(x) d'exécution : Territoire de la CCPC.

Article 1.2 : Étendue de la consultation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée, en application des articles R2123-1-1°, R2123-4 et R2123-5 du Code de la commande publique.

Les prestations font l'objet d'un **accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande**, passé en application des articles L2125-1-1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

En application de l'article R2162-4-2° du même code, il est conclu avec un opérateur économique, sans montant minimum et avec un montant maximum en valeur.

Les prestations de l'accord-cadre s'exécuteront au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par l'acheteur public et seront réglées selon les prix unitaires du Bordereau de Prix Unitaires, en fonction des quantités réellement exécutées.

Article 1.3 : Décomposition de la consultation

Article 1.3.1 : Allotissement

Les prestations ne sont pas réparties en lots séparés pour le(s) motif(s) suivant(s) : Les prestations ne font l'objet de prestations distinctes.

Les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées/livrées.

Article 1.3.2 : Tranches

L'exécution des prestations n'est pas fractionnée en tranche.

Article 1.3.3 : Phases

L'exécution des prestations, prévues au marché, n'est pas fractionnée en phases.

Article 1.3.4 : Forme juridique et groupement d'entreprises

En cas de groupement, la forme juridique adoptée est soit celle d'un groupement solidaire, soit celle d'un groupement conjoint.

Dans le cas d'un groupement conjoint, l'acheteur public impose que le mandataire du groupement soit solidaire conformément aux dispositions de l'article R. 2142-24, alinéa II du Code de la Commande Publique.

En application de l'article R.2151-7 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels (ou de mandataire d'un groupement) et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Important : Conformément aux dispositions de l'Article 4.1.3 : du présent règlement, il est rappelé que tous les membres du groupement devront obligatoirement être identifiés dans le pli initial. Aucune modification de groupement ne pouvant avoir lieu durant le déroulement de la consultation.

Article 1.3.5 : Sous-traitance

Conformément aux dispositions de l'article L. 2193-1 du Code de la Commande Publique, la sous-traitance des prestations est seulement possible en marché de travaux, marchés de services et marchés de fournitures comportant des services ou des travaux de pose et d'installation.

Dans le respect de ces conditions, les soumissionnaires, peuvent, lors de la remise de leur offre initiale ou de leur offre négociée ou en cours d'exécution du marché, proposer un sous-traitant.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Attention, dans le cas où un candidat souhaiterait se présenter avec un ou plusieurs sous-traitant(s), il lui est demandé, pour chaque sous-traitant :

- ✓ De fournir une déclaration de sous-traitance (DC4 suivant le modèle à jour) ou lettre d'intention du sous-traitant matérialisant son engagement dans le cadre du futur contrat ;
- ✓ Ce document devra indiquer les prestations détaillées et les sous-détails des prix (global et forfaitaire et/ou unitaires) concernés dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire ;
- ✓ Un dossier de candidature comportant les pièces listées à l'Article 4.1.1 : du présent règlement de consultation ;
- ✓ Un relevé d'identité bancaire (R.I.B.) pour le paiement si le sous-traitant envisagé a le droit au paiement direct de ses prestations.

Important : Conformément aux dispositions de l'Article 4.1.3 : du présent règlement, aucune déclaration de sous-traitance ne sera acceptée après la date limite de remise des offres si cette déclaration de sous-traitance est réalisée, dans le cadre d'une demande de complément de candidature, pour justifier que le candidat remplit une des conditions de participation à la présente procédure.

Si le candidat ayant présenté un ou plusieurs sous-traitant(s) est déclaré attributaire à l'issue de la présente procédure, les documents demandés à l'Article 6.1 : *Documents à transmettre par l'attributaire du marché* – devront également être fournis pour chaque sous-traitant.

Article 2 – Conditions de la consultation

Article 2.1 : Durée - Délais d'exécution

La durée du marché est fixée à l'acte d'engagement et les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

Article 2.2 : Variantes

Article 2.2.1 : Variantes à l'initiative des candidats

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Article 2.2.2 : Variantes imposées par l'acheteur public (prestations supplémentaires éventuelles et solutions alternatives)

Aucune variante à l'initiative de l'acheteur public n'est prévue dans le cadre de cette consultation.

Article 2.3 : Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Article 2.4 : Mode de règlement et modalités de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Le financement est assuré par le budget principal de la CCPC section fonctionnement.

Depuis le 1^{er} janvier 2020 et conformément aux articles L.2192-1 et L.2192-2 du Code de la commande publique toutes les factures, quel que soit l'entreprise ou l'intervenant, devront être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé CHORUS PORTAIL PRO mis à disposition par l'État à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 3 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://webmarche.adullact.org/>. Il contient les pièces suivantes :

- Le présent **règlement de la consultation** (R.C.) et son annexe relative au DUME et à la signature électronique au format PADES ;
- **L'acte d'engagement** (A.E.) et ses annexes :

- L'annexe 1 relative à la répartition des paiements, à la ventilation des prix et à la renonciation à l'avance en cas de groupement avec paiement sur comptes séparés ;
- L'annexe 2 relative à la déclaration de sous-traitance (modèle de DC4) ;
- Le **cahier des clauses administratives particulières** (C.C.A.P.) ;
- Le **cahier des clauses techniques particulières** (C.C.T.P.) et ses annexes :
 - *Cartographie des routes de la CCPC*
 - *Fichier .KMZ pour la localisation des réseaux et noms de chemins*
- Le **Bordereau des Prix Unitaires** (B.P.U.) – remis au format éditable ;
- Le **cadre du mémoire technique** ;

Nota : Les documents du DCE doivent obligatoirement et dans leur totalité être pris en compte par le candidat pour établir son offre. Une offre qui ne respecte pas les documents de la consultation est considérée comme irrégulière.

Les pièces ci-dessus mentionnées ne doivent en aucun cas être modifiées par les candidats. La modification des documents de la consultation peut entraîner l'irrégularité de l'offre au sens de l'article R. 2152-1 du Code de la Commande Publique.

L'acheteur public se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats **au plus tard 11 jours calendaires avant la date limite de réception des offres**. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 – Présentation des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les documents remis sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

RAPPEL : Si un candidat dépose plusieurs fois son pli, **seul le dernier dépôt sera ouvert** — ce dernier devra donc comporter toutes les pièces demandées. Les candidats sont ainsi invités, en cas de consultation allotie, à déposer au sein du même pli, les offres pour l'ensemble des lots auxquels ils souhaitent soumissionner.

Article 4.1 : Présentation des candidatures

Article 4.1.1 : Pièces de la candidature à fournir

Il est précisé que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur public peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique (tel un coffre-fort électronique), à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

1 / Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R2143-3 du Code de la Commande Publique :

- **DUME** (déclaration préremplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) – pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant
- Ou, en cas de candidature classique
 - **Lettre de candidature** (un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement) :
 - Remplir le formulaire DC1 (accessible sur : [Formulaires de la commande publique | economie.gouv.fr](https://formulaires.de.la.commande.publique.economie.gouv.fr)) ou utiliser un format libre ;
 - Pour les sous-traitants, l'annexe 1 de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (*modèle de déclaration de sous-traitance DC4*)
 - **Déclaration sur l'honneur** (un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement) :
 - Déclarations sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique (*déclarations correspondantes dans le formulaire DC1 accessible sur : [Formulaires de la commande publique | economie.gouv.fr](https://formulaires.de.la.commande.publique.economie.gouv.fr)*) ;
 - Pour les sous-traitants, l'annexe de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (*modèle de déclaration de sous-traitance DC4*)

2 / Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article R2143-3 et R2143-11 du Code de la Commande Publique :

- **DUME** (déclaration préremplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) – pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant ;
- **Ou, en cas de candidature classique**, déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles (2022, 2023 et 2024) en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (*déclaration correspondante dans le **formulaire DC2***)

accessible sur : [Formulaire de la commande publique | economie.gouv.fr](https://formulaire.commande-publique.fr) ou déclaration sur format libre).

Concernant l'indication du chiffre d'affaire : Dans le cas où l'opérateur serait une entreprise nouvellement créée et se trouverait donc dans l'impossibilité objective de produire des chiffres d'affaires pour les 3 dernières années comme demandé dans le cadre, le candidat devra apporter la preuve de sa capacité financière par tous moyens en produisant à l'appui de son dossier de candidature tous éléments de nature à justifier, au-delà de son simple capital social, de sa capacité financière à assurer les prestations.

3 / Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R2143-3 et R2143-11 du Code de la Commande Publique :

- **Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années (2022, 2023 et 2024) ;
- **Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
- **Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années**, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Article 4.1.2 : Présentation de la candidature en cas de groupement d'opérateurs, de sous-traitance et/ou de recours aux capacités d'autres opérateurs économiques

Documents à transmettre en cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement, les documents mentionnés à l'Article 4.1.1 : *Pièces de la candidature à fournir*, doivent être fournis par chaque membre du groupement, sauf mention contraire.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Documents à transmettre en cas de sous-traitance déclarée ou envisagée

En cas de sous-traitance, les documents mentionnés aux articles Article 1.3.5 : et 4.1.1 doivent être fournis par chaque sous-traitant(s) envisagé(s), sauf mention contraire.

Documents à transmettre en cas de recours aux capacités d'autres opérateurs économiques hors hypothèses précitées (mise à disposition de moyens entre opérateurs économiques, etc...)

Si le candidat souhaite s'appuyer sur les capacités d'un ou plusieurs autre(s) opérateur(s) économique(s) dans un cas ne relevant ni du régime de la cotraitance, ni du régime de la sous-traitance — comme cela peut être le cas, par exemple, dans le cadre d'une mise à disposition de moyens entre deux opérateurs — le candidat doit en informer l'acheteur public.

Le candidat doit ainsi indiquer expressément dans son dossier de candidature qu'une mise à dispositions de moyen est envisagée et identifier le ou les opérateur(s) économique(s) sur lequel/lesquels le candidat s'appuie pour présenter sa candidature, ainsi que le lien juridique l'unissant à ce(s) opérateur(s) (filiale, société mère, appartenance au même groupe de sociétés, société indépendante liée par une convention de mise à disposition, ...)

De plus, et pour chaque opérateur économique concerné, le candidat devra fournir les informations et éléments suivants :

- L'opérateur principal (= celui bénéficiaire de la mise à disposition) devra produire la preuve qu'il disposera pour l'exécution du marché des moyens de l'entreprise tiers : un engagement écrit, prenant la forme d'une obligation juridique contraignante, de l'opérateur tiers devra être produit. Cet engagement devra garantir, par tout moyen, à l'acheteur public que les moyens et compétences de l'entreprise tierce seront effectivement à disposition de l'entreprise principale.
- un document attestant que le signataire de l'engagement de mise à disposition est habilité à engager la société tierce devra également être produit ;
- Les moyens mis à dispositions devront être justifiés par des documents de preuve dont la forme est laissée libre (justifications des moyens humains, des moyens matériels, des qualifications, etc...) ;
- Une liste de références sur les trois dernières années, présentée sous format libre, de l'entreprise tierce devra également être présentée.

Article 4.1.3 : Manques ou incomplétudes des documents relatifs à la candidature

Conformément aux dispositions R. 2142-26 du Code de la commande Publique, la composition du groupement candidat ne peut être modifiée après la date limite de remise des offres, sauf cas expressément prévus au dit-article.

En application de l'article R2144-2 du Code de la commande publique, s'il constate que des pièces ou informations visées ci-dessus sont absentes ou incomplètes, l'acheteur public peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

La demande de complément de candidature obéit à la règle suivante : Il peut être demandé au candidat de compléter ou de corriger son dossier initial de candidature pour autant qu'une telle demande porte sur des éléments ou des données dont l'antériorité par rapport à la date limite de remise des offres soit objectivement vérifiable.

Au regard du principe d'égalité de traitement entre les candidats, si la candidature initiale ne remplit pas les conditions de participation à la présente procédure, il n'est pas possible que le candidat modifie ou demande à modifier un des éléments substantiels de sa candidature, que ce soit dans le cadre d'une demande de complément de candidature ou non. Ainsi, tous les opérateurs économiques (cotraitants, sous-traitants, entreprises tierces avec mise à disposition de moyens) envisagés pour démontrer que le candidat remplit les conditions de participation doivent être identifiés dans le pli initial.

Article 4.2 : Éléments de l'offre à fournir

Chaque candidat devra produire un projet de marché comprenant les pièces suivantes :

- Pièce n°1 : l'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuellement complétées ;
 - En cas de cotraitance : L'annexe n°1 à l'acte d'engagement relative à la répartition des paiements, à la ventilation des prix et à la renonciation à l'avance en cas de groupement avec paiement sur comptes séparés ;
 - En cas de sous-traitance : l'annexe n°2 relatives à la déclaration de sous-traitance joint à l'acte d'engagement est à compléter ;
- Pièce n°2 : Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) à compléter et dater ;
- Pièce n°3 : un mémoire technique respectant le cadre de mémoire technique fourni dans le dossier de consultation, complété, portant sur les dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations. Les soumissionnaires ne sont pas obligés d'utiliser le cadre de mémoire joint au DCE à la seule et unique condition que toutes les informations exigées dans ce cadre soient bien présentes dans la proposition remise par le soumissionnaire.

Article 5 — Examen des candidatures et jugement des offres

Dans le cadre de la présente procédure, une négociation pourra être engagée avec les candidats par l'acheteur public.

L'examen des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Article 5.1 : Négociation

Compte tenu de la nature de la présente procédure de consultation, l'acheteur se réserve la faculté, après analyse des offres, d'inviter l'ensemble des soumissionnaires à négocier sur la base de leur offre initiale, y compris celles irrégulières et inacceptables (*l'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète, méconnaissant la législation en vigueur ou excédant les crédits budgétaires alloués au contrat pourra être régularisée à l'issue de la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse*).

L'acheteur peut également attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation. Il procèdera alors au classement des offres conformément aux critères de choix.

Les négociations pourront porter sur tous sujets techniques, administratifs et/ou financiers liés au dossier d'offre sans pour autant modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats. Les informations données aux candidats ne peuvent être de nature à avantager certains d'entre eux.

Les négociations pourront être écrites ou orales (par audition).

En cas de négociation écrite, celle-ci sera menée sous la forme d'un ou plusieurs échanges électroniques **sur le profil d'acheteur**.

En cas de négociation par audition, il est précisé que :

- préalablement à la tenue des auditions, des questions écrites pourront être adressées aux soumissionnaires appelés à négocier, lesquels devront répondre dans un délai déterminé identique pour l'ensemble des soumissionnaires appelés à négocier
- la convocation à l'audition, qui reste à l'initiative de l'acheteur, sera effectuée par écrit et indiquera le cas échéant l'ordre du jour de l'audition. A l'occasion de cette convocation, des éléments complémentaires pourront être exigés avant la tenue des négociations, afin de les préparer.

La détermination des personnes habilitées à représenter les soumissionnaires appelés à négocier sera encadrée par la convocation, sachant que :

- un nombre maximal de participants par soumissionnaire pourra être fixé,

- les participants dont les qualifications et l'expérience particulières seront demandées devront être impérativement présents,
- les auditions se dérouleront dans les locaux de l'acheteur.

Dans le cadre de ces négociations, les soumissionnaires seront invités à compléter et/ou modifier leur offre. L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils ne pourront communiquer des informations et compléments uniquement en lien avec les questions posées et/ou retenues par l'acheteur. Les pièces ou réponses dont la transmission n'a pas été sollicitée dans le cadre de la présente procédure ne seront pas prises en compte.

Les candidats devront obligatoirement répondre aux demandes figurant à chacun des courriers de négociation adressés par l'acheteur. Celui-ci précisera l'ensemble des documents ou compléments à fournir ainsi que les délais dans lesquels ces éléments devront être apportés. L'absence de réponse à la demande de négociation dans les délais fixés entraînera l'irrégularité de l'offre des candidats concernés.

À l'issue de la négociation, l'acheteur se réserve la possibilité de régulariser les offres demeurant irrégulières, dans un délai approprié et dans le cadre fixé par l'article R2152-1 du Code de la commande publique, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. A défaut, après avoir écarté les offres irrégulières ou inacceptables au sens des articles L2152-2, L2152-3 et R2152-1 du Code de la commande publique, l'acheteur procédera, conformément aux critères de choix, au classement des offres sur la base des offres initiales complétées ou modifiées par les candidats durant la négociation.

Toutefois, en l'absence d'offre recevable à l'issue de la négociation, l'acheteur se réserve la possibilité de proroger la phase de négociation.

Une mise au point du marché pourra être effectuée avec l'attributaire pressenti, notamment dans l'hypothèse où le titulaire prévoit, dans son offre et pour réaliser les prestations, de traiter des données à caractère personnel alors que le cahier de charges de l'acheteur public ne le prévoit pas ou le prévoit différemment.

Article 5.2 : Examen des candidatures

Les critères relatifs à la candidature sont :

Garanties et capacités techniques et financières **Capacités professionnelles**

La vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financières et des capacités techniques et professionnelles des candidats, est appréciée sur la base des pièces de la candidature figurant à l'article 4.1.1 du présent règlement.

Elle pourra être effectuée par l'acheteur à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

Article 5.3 : Recevabilité des offres

Article 5.3.1 : Manque de documents ou d'informations relatifs à l'offre du soumissionnaire

Absence d'un document ou d'une information dans l'offre du soumissionnaire

D'une manière générale, l'absence des documents ou informations exigés à l'article 4.2 ci-dessus, entraîne l'irrégularité de l'offre.

Faculté de l'acheteur public à régulariser une offre

L'acheteur public se réserve la possibilité de faire usage des dispositions figurant à l'article R2152-2 du Code de la commande publique relatives à la régularisation.

La demande de régularisation, qui demeure un choix discrétionnaire de l'acheteur, ne pourra pas être réalisée pour des offres déclarées anormalement basses.

Article 5.3.2 : Mécanisme des offres détectées anormalement basses

Dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, y compris pour la part du marché public qu'il envisage de soustraire, les soumissionnaires devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées pour permettre d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts du marché.

Lorsque les éléments fournis ne justifient pas de manière satisfaisante le bas niveau du prix ou des coûts proposés ou lorsqu'il est établi que l'offre est anormalement basse car elle contrevient aux obligations légales et réglementaires applicables en matière de droit de l'environnement, social ou du travail, l'offre devra être rejetée.

L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'en cas d'absence de réponse ou justifications faisant suite à une suspicion d'offre anormalement basse, l'offre sera réputée, faute d'élément contraire, anormalement basse et donc écartée.

Article 5.3.3 : Demandes de précisions

À tout moment de la procédure de passation, l'acheteur se réserve la possibilité de demander des précisions sur la teneur de l'offre des candidats.

Article 5.4 : Méthode générale de jugement des offres

Méthode générale d'analyse des offres

Chaque critère (A, B...) est noté sur 100.

Les critères sont éventuellement déclinés en sous-critères auxquels on a attribué une note, le total des notes des sous-critères étant égal à 100.

À la note obtenue, est appliqué un coefficient de pondération (K) selon la formule :

Exemple : si le critère A est divisé en 2 sous-critères

Critère A = sous-critère 1 + sous-critère 2

Note pondérée A = critère A x K

Les notes pondérées de chaque offre sont ensuite additionnées pour obtenir une note globale par offre, selon la formule :

Exemple : si on a deux critères A et B

NOTE GLOBALE DE L'OFFRE = Note pondérée A + Note pondérée B

Les offres seront classées par ordre décroissant de notes globales. L'offre obtenant la meilleure note sera retenue.

Article 5.5 : Définition des critères de jugement des offres

En application de l'article R. 2152-7 du Code de la Commande Publique, les critères retenus pour le jugement des offres sont définis et pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Valeur Technique	40 %
Prix des prestations	60 %

Les critères et leurs sous-critères correspondants sont détaillés ci-après.

Article 5.5.1 : Critère n°1 – Valeur Technique

Vous trouverez ci-dessous la correspondance avec les critères d'appréciation de la Valeur technique et les parties du mémoire technique auxquels ces critères s'appliquent.

N° et intitulé du sous-critère	Définition du sous-critère	Note maximale du sous-critère
1 — Pertinence de l'organisation et de la méthodologie mise en place pour l'exécution du chantier type n°1	<p>Ce sous-critère, sera apprécié sur la base des développements indiqués dans la partie 1 du mémoire technique remis par le candidat comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les moyens humains affectés au chantier type n°1 (organigramme de l'équipe mobilisée en veillant à bien distinguer le personnel d'encadrement et le personnel d'exécution et à bien faire apparaître la fonction et les qualifications professionnelles de chaque intervenant). 	50 points

	<ul style="list-style-type: none"> - Les moyens matériels affectés au chantier type n°1, - La méthodologie de préparation du chantier type n°1 (obtention des autorisations, démarches administratives et techniques, production des documents et plannings, information de chantier, relations avec le maître d'ouvrage ...), - La méthodologie de réalisation des travaux et le phasage des travaux (enchaînement des tâches) du chantier type n°1, - Le délai de réalisation des travaux du chantier type n°1, - Les mesures proposées pour diminuer les nuisances de chantier : gênes des usagers et des riverains, maintien des accès et des circulations, poussières, nuisances sonores, déchets... 	
2 — Pertinence de l'organisation et de la méthodologie mise en place pour l'exécution du chantier type n°2	<p>Ce sous-critère, sera apprécié sur la base des développements indiqués dans la partie 2 du mémoire technique remis par le candidat comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les moyens humains affectés au chantier type n°2 (organigramme de l'équipe mobilisée en veillant à bien distinguer le personnel d'encadrement et le personnel d'exécution et à bien faire apparaître la fonction et les qualifications professionnelles de chaque intervenant). - Les moyens matériels affectés au chantier type n°2, - La méthodologie de préparation du chantier type n°2 (obtention des autorisations, démarches administratives et techniques, production des documents et plannings, information de chantier, relations avec le maître d'ouvrage ...), - La méthodologie de réalisation des travaux et le phasage des travaux (enchaînement des tâches) du chantier type n°2, 	50 points
Note totale (non pondérée) du critère 1		100

Article 5.5.2 : Critère n°2 – Prix des prestations

Critère n°2 – Intitulé du critère financier	Définition du critère	Points affectés
Prix des prestations	Montant de l'offre = total en € TTC du DQE confidentiel* complété par l'acheteur sur la base des prix unitaires du candidat	100

	Note = (Montant de l'offre la plus basse / Montant de l'offre étudiée) * nombre de points affectés.	
--	---	--

**Ce DQE confidentiel n'est pas joint au dossier de consultation. C'est un document établi avant le lancement de la consultation et contenant une estimation des commandes types qui seront réalisées par l'acheteur public dans le cadre du présent accord-cadre sur sa période ferme. Le DQE sera complété avec les prix présents dans le BPU remis dans l'offre du candidat et le montant total du DQE résultant sera utilisé pour l'analyse du critère prix suscité.*

L'acheteur public dispose de tous les éléments de preuve pour justifier que le DQE confidentiel définitif utilisé dans le cadre de l'analyse des offres a bien été établi avant la date limite de remise des offres.

Article 6 — Achèvement de la consultation

Article 6.1 : Documents à transmettre par l'attributaire du marché

Conformément à l'article R2144-4 du Code de la Commande Publique, l'acheteur exigera du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public, qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner. Les documents à produire (s'ils n'ont pas déjà été transmis au moment du dépôt de l'offre initiale) dans ce cadre sont :

- Les attestations et certificats suivants, prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique) :
 - Une attestation de régularité fiscale ou formulaire n°3666, justifiant de la régularité de sa situation fiscale (impôt sur le revenu, sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée) de moins de 3 mois à compter de la demande ;
 - Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivrées par l'URSAFF (attestation de vigilance) ou la mutuelle sociale agricole (MSA) le cas échéant, de moins de 3 mois à compter de la demande ;
 - Le cas échéant, certificat, en cours de validité attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intérimaires délivré par ces mêmes caisses, de moins de 3 mois à compter de la demande ;
 - Le certificat de cotisations retraite, délivré par l'organisme Pro BTP le cas échéant, de moins de 3 mois à compter de la demande ;

L'acheteur a décidé de recourir aux fonctionnalités du service **DUME**, composante du principe du « **Dites-le nous en une fois** » : Grâce au numéro de SIRET du candidat, le système API Entreprise récupère les pièces justificatives précitées dans les bases de données officielles des organismes producteurs de ces données.


Les pièces justificatives précitées de l'attributaire, de ses cotraitants et de ses sous-traitants déclarés seront automatiquement récupérées via le profil acheteur.

- Le cas échéant, la liste nominative des travailleurs étrangers employés pour la réalisation des prestations attendues et qui sont soumis à autorisation de travail exigée par les articles

D. 8254-2 à D8254-5 du Code du Travail de moins de 3 mois à compter de la demande. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié concerné, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. A défaut, un document attestant de votre part que vous n'employez pas de travailleurs étrangers pour réaliser les prestations prévues au marché.

- Le cas échéant, lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.

Aucun extrait K-bis n'est à fournir (excepté dans le cas où le candidat est étranger) : Le numéro d'identification unique SIREN afin que l'acheteur puisse accéder aux informations pertinentes, par le biais du système électronique <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>, permettant de justifier que le candidat ne se trouve pas en cas d'interdiction de soumissionnaire, conformément aux dispositions prévues aux articles R. 2143-9 et R. 2143-13 du Code de la Commande Publique, modifiées par le décret n°2021-361.

 Les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail devront être produites tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

NB : Pour les entreprises nouvellement créées, celles-ci pourront produire une copie certifiée du récépissé de dépôt du centre de formalités des entreprises.

Le candidat établi dans un État membre de la communauté européenne autre que la France devra produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine selon les mêmes modalités que celles prévues pour un candidat établi en France.

Le candidat établi dans un pays tiers devra pour les impôts taxes et cotisations sociales ne donnant pas lieu dans ledit pays à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative de ce pays.

Le ou les candidats retenus devront également produire, dans les mêmes conditions, les documents suivants :

- l'habilitation éventuelle du mandataire par ses cotraitants ;
- un document attestant que le signataire de l'offre est habilité à engager la société à hauteur du montant du marché ;
- un RIB ;
- **l'acte d'engagement signé électroniquement** selon les modalités décrites ci-dessous.
- **Police d'assurance décennale :** assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants, pour le titulaire et pour ses cotraitants- et sous-traitants éventuels, conformément aux dispositions de l'article L. 241-1 du code des assurances.

Article 6.2 : Signature électronique du marché par l'attributaire

La signature électronique pour cette consultation n'est pas autorisée.

Article 6.3 : Délai imparti

Si les documents listés ci-dessus à l'article 6.1 n'ont pas été fournis dans la candidature et/ou si l'acte d'engagement n'a pas été signé dans les conditions fixées ci-dessus dans le cadre du dépôt de l'offre, le délai imparti par l'acheteur public à l'attributaire pour remettre ces documents et/ou signer l'acte d'engagement sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci.

S'il ne produit pas les documents exigés au titre de l'article R. 2144-4 du Code de la Commande Publique dans le délai imparti, son offre sera rejetée et le candidat éliminé.

Le candidat dont l'offre a été classée seconde sera sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires et signer l'acte d'engagement le cas échéant. Si nécessaire, cette procédure pourra être reproduite tant qu'il subsistera des offres qui n'ont pas été écartées.

NOTA : Si l'attributaire ne produit pas l'acte d'engagement signé dans le délai imparti, son offre ne sera pas éliminée. En effet, les candidats sont informés que l'acheteur public se réserve toutefois la possibilité de rematérialiser l'acte d'engagement de l'attributaire pour signature du contrat. Ce dernier devra transmettre l'acte d'engagement, identique à celui remis dématérialisé, en original papier dûment signé par la personne habilitée à engager la société.

Article 7 – Conditions d'envoi ou de remise des plis – obligation de dématérialisation

Article 7.1 : Dématérialisation et transmission électronique – Modalités de transmission des documents

L'acheteur public impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : <https://webmarche.adullact.org/>. Aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Conditions de présentation des plis électroniques : fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : le format PDF (.pdf), format bureautique propriétaire de Microsoft (.doc ou .docx pour les textes ; .xls pour .xlsx pour les feuilles de calcul ; ppt ou pptx pour les présentations de diaporama), format propriétaire DWG pour les plans ou dessins techniques ou le format propriétaire DWF (.dwg), les formats images JPEG, PNG ou TIFF/EP pour les photographies, pour les images (.jpg, .png, .tif), le format de compression de fichiers ZIP (.zip), ou formats équivalents.

Il est recommandé de compresser les fichiers, en utilisant des logiciels du type 7-zip ou .zip.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

⚠ À l'attention des candidats :

Il est vivement conseillé de tester la plateforme de dématérialisation quelques jours avant la remise des offres. **Chaque candidat/soumissionnaire est invité à commencer à déposer son pli la veille de la date et heure limite de remise (délai de sécurité).** Veillez à ce que votre navigateur Internet prenne en charge les plugins JAVA dans ses dernières versions.

Aucun délai supplémentaire ne sera accordé pour l'envoi des offres volumineuses.

Article 7.2 : Dématérialisation et transmission électronique – Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle devra parvenir à l'acheteur public avant la date et l'heure limites indiquées sur le présent règlement, et sera ouverte dans les conditions fixées à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (programme informatique malveillant, candidature ou offre reçue de façon incomplète, hors délais suite à aléas de transmission ou impossibilité d'ouverture par l'acheteur public — sous réserve que la transmission du plis ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres).

Adresse de dépôt / d'envoi de la copie de sauvegarde :

Communauté de Communes de Petite Camargue
145 Avenue de la Condamine
30600 Vauvert

Pour la copie de sauvegarde :

L'enveloppe extérieure devra porter les mentions suivantes : « **COPIE DE SAUVEGARDE – Travaux de rénovation et de requalification de voirie pour la CCPC – NE PAS OUVRIR** »

Article 8 – Renseignements complémentaires

Article 8.1 : Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre administratif ou technique et qui leur seraient nécessaires pour candidater ou remettre une offre, les candidats devront faire

parvenir **au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres**, une demande écrite sur le profil d'acheteur à l'adresse URL suivante : <https://webmarche.adullact.org/>

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Article 8.2 : Visites sur sites et/ou consultations sur place

Il n'est pas prévu de visite sur site.

Article 9 – Échanges pendant la passation du marché

Pour chaque étape de la procédure après la date limite de remise des offres, tous les échanges effectués avec les candidats seront obligatoirement faits électroniquement via le profil acheteur de la collectivité (<https://webmarche.adullact.org/>) pour l'ensemble des offres.

Afin de recevoir les différents courriers, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils devront inscrire **une adresse mail valide** sur la plateforme de dématérialisation pour les plis transmis électroniquement.

L'opérateur économique fait son affaire de la validité de son adresse courriel renseignée sur le profil d'acheteur, et du paramétrage de potentiels systèmes, réglages ou logiciels bloquant les notifications émises par la plateforme <https://webmarche.adullact.org/>. Afin d'éviter tout risque pour l'opérateur économique, de passer à côté d'une alerte portant sur une modification du dossier de la consultation, une demande complémentaire ou une notification de la part de l'acheteur, ou tout autre échange réalisé sur le profil d'acheteur, le candidat est invité à consulter très régulièrement le système de messagerie disponible sur son compte <https://webmarche.adullact.org/>, à partir du moment où il a retiré le dossier de la consultation jusqu'à la clôture de la procédure.

Les échanges peuvent concerner les éventuelles demandes de compléments, de précisions, de régularisation, les négociations si elles sont prévues par le présent règlement, l'information des candidats non retenus, la notification du marché et les éventuelles informations de décision de déclaration sans suite sans que cette liste ne soit exhaustive.